

chines. A quoi bon un vaisseau qui, pour l'entretien de ses machines, va nous coûter en quelques années autant que nous aurions coûté les machines d'un bâtiment neuf. Le premier ministre sait parfaitement que même les vaisseaux achetés neufs coûtent de quarante à cinquante mille dollars par année pour l'entretien. A quoi bon acheter des choses de rebut? Voici un vaisseau qui allait être mis de côté; un jour qu'on lui aurait fait prendre la mer, ses canons auraient été jetés par-dessus bord et le vaisseau lui-même ramené à terre pour être vendu au prix de cinq ou dix mille dollars, comme vieilleries. C'est cela que le Gouvernement achète et qu'il paye des centaines de mille dollars, sinon des millions.

Sir WILFRID LAURIER: Les renseignements que l'on a fait tenir à l'honorable député (M. J. A. Currie) ne me paraissent pas bien exacts. Il est plutôt soldat que marin, et les informations qu'il nous communique lui viennent apparemment des laes. Le "Niobé" a été acheté pour servir de bateau-école, et l'on me dit que pour cet objet il va faire admirablement; qu'en le payant \$1,075,000 nous l'avons eu à bien bas prix. Nous en avons plus que pour la valeur de notre argent. Naturellement je ne prétends pas faire autorité en ces matières. Au cours des trois derniers mois, ce navire a parcouru bien des milles, et il est encore de service. J'ai peine à croire qu'un vaisseau mis en commission en 1902 puisse être regardé en 1910 comme débris de nulle valeur. Tout ce que je sais, c'est que le navire a été acheté sur l'avis de l'officier qui a le soin de ce département à l'heure qu'il est. Cet homme s'y entend, il connaît parfaitement le "Niobé" et il atteste que ce navire répondra admirablement à l'objet pour lequel il a été acheté.

M. J. A. CURRIE: Quel est cet officier?

Sir WILFRID LAURIER: L'amiral Kingsmill.

M. R. L. BORDEN: L'a-t-on acheté comme bateau-école ou comme navire de guerre?

Sir WILFRID LAURIER: Comme bateau-école.

M. R. L. BORDEN: Combien d'hommes pourront faire l'exercice à bord de ce navire ou à bord du "Rainbow"?

Sir WILFRID LAURIER: Quatre cent-quarante marins et quarante officiers, pour les deux ensemble.

M. H. H. McLEAN: J'ai ici un livre où l'honorable député de Simcoe-nord (M. J. A. Currie) trouvera, s'il veut bien le consulter, tous les renseignements qu'il peut désirer au sujet du "Niobé". Il y verra,

je crois, que le Gouvernement ne fait pas en l'achetant l'acquisition d'un objet de rebut. Il est désigné ici comme croiseur cuirassé de première classe; et l'Annuaire que j'ai là est de 1909. Telle est la position qu'il occupe à l'heure qu'il est dans la marine, celle d'un croiseur cuirassé de première classe.

M. J. A. CURRIE: L'honorable député voudrait nous faire accepter l'autorité de l'Annuaire naval. A mon tour, je lui conseillerai de consulter l'Annuaire de la ligne maritime où il trouvera ce navire au bas de la liste, ce qui veut dire que, dans une autre année, on ne le verra plus sur la carte; et l'honorable député le sait parfaitement bien.

Sir WILFRID LAURIER: L'Annuaire donne au "Niobé" trois cent vingt-cinq hommes et quatre-vingt-dix au "Rainbow", ce qui fait quatre cent quinze hommes en tout qui pourront prendre part aux manœuvres sur ces deux navires.

M. J. D. REID: Comment ces vaisseaux ont-ils été achetés? Est-ce le ministre de la Marine qui a négocié la chose lui-même? Il est un fait bien connu, savoir que depuis quelques années le Gouvernement achète des vaisseaux de l'autre côté de l'Atlantique au lieu de les acheter dans le pays. Lorsque, à la dernière session, j'ai émis l'idée de s'adresser à Collingwood ou à Toronto pour un bâtiment que requerrait le service de protection des pêcheries, le ministre des Finances m'a répondu que ce qui empêchait le Gouvernement de faire construire ce bâtiment au Canada, c'était qu'on lui en demandait \$15,000 de plus que le prix auquel il pouvait l'obtenir en Angleterre. Cependant, le Gouvernement allait percevoir près de \$15,000 de droits de douane. Je vais vous dire pourquoi je fais cette question. J'ai cru comprendre dans le temps, d'après ce que disais, je crois, le ministre de la Marine, que son département avait traité directement avec les constructeurs pour ces vaisseaux.

Figurez-vous ma surprise lorsque, cette année même, j'ai appris d'un constructeur anglais à qui j'en parlais, que les négociations avaient été conduites par un citoyen de Montréal, à qui l'on accordait 5 p. 100 de commission sur l'achat du vaisseau en Angleterre. Or ce bâtiment coûte, je crois, environ \$300,000, ce qui fait une gratification de \$15,000 dont quelqu'un est sûr de profiter. Ce chiffre correspond exactement à la différence que l'on aurait payée en faisant construire le bateau à Collingwood. Il semble bien maintenant que la véritable raison de l'achat fait en Angleterre a été ce pot-de-vin qu'on a voulu laisser à quelqu'un. Sans cette circonstance, je n'aurais jamais connu l'affaire. Maintenant que j'ai mentionné la chose, peut-être y aura-t-il remboursement de